

INTERVENTION AU NOM DES 6 LIGUES À L'AG DE LA FFSB

Madame la Secrétaire Générale, Monsieur le Président,

6 Ligues sur les 12 que compte la FFSB, toutes situées au nord de la Loire, à savoir Bretagne Pays de Loire, Centre Val de Loire, Ile de France, Hauts de France, Grand Est et les CBD de Normandie), qui rassemblent 30 CBD sur les 76), ne peuvent malheureusement se satisfaire de votre état des lieux, car en 2023 comme depuis plusieurs années ces territoires se sentent relégués dans une France bouliste périphérique, avec des possibilités de survie amoindries. Pour faire court, nous n'en citerons que trois causes.

La perte anormale de nos quotas de qualifiés

Se qualifier dans un championnat de France est, vous le savez, une puissante motivation à pratiquer le sport-boules.

Nos 6 ligues et 30 CBD ont exprimé vivement leur stupeur lors de leurs assemblées générales départementales et régionales à propos de la chute brutale et injustifiée de leurs quotas de joueurs et équipes qualifiés dans les championnats de France 2024, et bien sûr de l'augmentation corrélative du nombre de compétitions interrégionales qualificatives qui leur sont imposées, avec les longs déplacements et les frais importants qu'elles impliquent.

Il ne s'agit pas d'appréciations subjectives mais de chiffres. Au total, les 6 ligues au Nord de la Loire perdent en 2024 21 qualifiés, sans que les bases de calcul de la fédération leur aient été fournies. Nos calculs sont à votre disposition.

C'est pourquoi, ne pouvant se faire entendre, les 6 ligues et leurs 30 CBD ont alerté Madame la Ministre des Sports.

Notre contestation ne vise aucunement les autres ligues et surtout pas Aura dont la proportion de qualifiés est inférieure au nombre de ses participants et de ses licenciés. Mais elle porte en germe l'affaiblissement continu de nos ligues car un certain nombre de licenciés et notamment des féminines ont fait savoir qu'elles ne participeraient pas aux compétitions interrégionales. En conséquence, elles ne participeront pas aux qualificatifs départementaux et régionaux qui servent de base à la FFSB pour déterminer les quotas de qualifiés, ce qui réduira encore plus les nôtres. Bref, c'est un processus d'éviction de nos ligues qui est en œuvre.

Nos ligues vous ont demandé, lors de l'AG de la Ligue d'Ile de France samedi dernier, d'annuler cette perte de quotas non pas en 2025, mais en 2024, et vous n'y avez pas répondu.

Monsieur le Président, allez-vous rétablir en 2024 les quotas que nous avons perdus ?

La disparition de la catégorie M2 dans nos régions

Une autre contestation s'exprime de plus en plus fortement dans nos ligues au sujet de la catégorie M2, et de l'évolution de la catégorie M3 à la catégorie M2.

On le constate concrètement, dans nos ligues les équipes M2 disparaissent, et les organisateurs de compétitions M2 aussi. La faute au coût financier considérable (environ 15 000 €) qu'une équipe M2

de nos régions doit supporter pendant une saison sportive compte tenu d'une organisation territoriale nationale.

Donc les équipes M2 se replient vers la M3 qu'elles viennent encombrer. Celles qui restent, n'ayant plus de sites organisateurs près de chez elles, doivent se déplacer encore plus souvent dans des sites lointains.

Et bien sûr, les équipes M3 susceptibles de monter en M2 sont rebutées par le coût financier. La FFSB en a pris conscience, et donc en a profité pour nous attribuer moins de places d'accession en nous créant des barrages interrégionaux pour nos champions de ligues malgré le fait que certaines de nos ligues aient autant de participants que certains Comités Sportifs qui bénéficient chacun d'une place d'accession automatique.

Dans quelque temps, il n'y aura donc plus d'équipes M2 au nord de la Loire mais dans un quart sud-est de la France. Cela ne sera pas dû à un niveau sportif insuffisant mais à la mise en place d'un système d'exclusion des meilleurs joueurs de nos régions.

Pourtant, il y a une solution pour revivifier la M2 dans nos régions et réduire les frais des joueurs : découper la France en 2 ou mieux en 4 zones, à l'instar de la proposition de Marc Salomon, pour réduire les déplacements et les coûts.

Si vous n'adoptez pas cette solution, Monsieur le Président, comment allez-vous faire pour donner à nos équipes le goût de jouer en M2 et à nos A.S. d'organiser des compétitions M2 ?

Le manque de soutien et de moyens accordés à nos territoires par la FFSB

Lointaines et peu importantes en effectifs, donc en votes, nos ligues ne bénéficient pas, ou plus, du soutien et de l'accompagnement de la FFSB. Il n'y a d'ailleurs pas de CTS pour plusieurs d'entre elles qui doivent se débrouiller elles-mêmes avec leurs petits moyens humains.

Ce que nous ressentons de nos régions, c'est l'élitisme des dirigeants de la FFSB et de son bras armé la DTN qui passent 80% de leur temps à s'occuper de 3% de boulistes. L'international, le haut niveau, la 1^{ère} et 2^{ème} division occupent la plupart de leurs préoccupations. Pas la M4, pourtant la division la plus importante et c'est pourtant là que, au moins chez nous, nous perdons le plus de licences avec les licences loisirs.

Pourtant, votre projet électoral, Monsieur le Président, disait « se préoccuper en priorité des boulistes actuellement pratiquant de la base au plus haut niveau et s'attacher à les satisfaire au quotidien, dans l'exercice de leur passion ».

Pourtant, le Ministère des Sports s'est donné pour priorité le développement du sport pour tous, en particulier en direction des publics les plus éloignés de la pratique sportive.

Pourtant, le compte-rendu de réunion avec les représentants du Conseil des Ligues du 27 juin 2023 (Yves Grobet et François Lardy) relatait que « *Bernard Daubard nous informe qu'il travaille main dans la main avec Jean-Yves Peronnet et qu'effectivement il faut que le DTN fasse très rapidement le tour des ligues et CBD afin d'exposer un projet concret de développement dans les structures à faible potentiel* ». C'est-à-dire les nôtres.

Mais quand, Monsieur le Président ? Lorsque nous serons morts ?